



Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

325-326 | septembre-décembre 2011
325-326

Retour vers le futur. Les premières années de la transition agricole post-socialiste dans l'ex-RDA

Michel Streith



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3265>

DOI : 10.4000/economierurale.3265

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 21 octobre 2011

Pagination : Pagination

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Michel Streith, « Retour vers le futur. Les premières années de la transition agricole post-socialiste dans l'ex-RDA », *Économie rurale* [En ligne], 325-326 | septembre-décembre 2011, mis en ligne le 15 septembre 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3265> ; DOI : 10.4000/economierurale.3265

Retour vers le futur

Les premières années de la transition agricole post-socialiste dans l'ex-RDA

Michel STREITH • CNRS, Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS), Nanterre

Introduction

Durant les premières années qui suivirent la chute du mur de Berlin, le terme de transition fit l'unanimité dans les milieux politiques et économiques. Il semblait le plus apte à rendre compte des transformations sociales engagées en Europe centrale et orientale. Il fut abondamment employé pour décrire le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché et pour forcer le trait quant à la dimension téléologique des événements en cours. Nous fûmes quelques chercheurs à émettre des doutes ou des questionnements sur la validité de ce concept. Nous collaborions avec des collègues est européens qui nous avaient mis en garde contre l'euphorie ambiante.

Conformément à la demande formulée par l'équipe de rédaction d'*Économie rurale*, cet article témoigne des débats qui animèrent les premières recherches sur la transition post-socialiste en Europe centrale et orientale après la chute du mur de Berlin. Je les en remercie pour cette initiative. Mais ce récit ne s'écrit pas uniquement à la première personne, loin s'en faut. L'aventure fut collective. Elle occupa plusieurs thésards et intellectuels confirmés regroupés au Centre Marc Bloch de Berlin, créé en 1992. Elle prit corps dans une publication novatrice de la revue *Études Rurales* « Paysans au-delà du mur ». Il me faut donc rappeler en préalable la teneur du projet qui animait Edouard Conte et Christian Giordano, concepteurs du programme éditorial.

L'objectif était de questionner la notion de transition en s'appuyant sur des recherches empiriques et des outils théoriques mis en

œuvre par des chercheurs de l'Est et de l'Ouest. Rien de bien original est-on en droit de penser. Replacer dans le contexte de l'époque, le pari était audacieux. En effet, « l'utopie capitaliste de la transition » (Conte, Giorano, 1995) s'imposait dans tous les registres de discours, du journaliste au scientifique, en passant par le politique. L'effondrement des régimes socialistes¹ confirmait le bien fondé et l'universalisme d'un système capitaliste validé par des choix collectifs irréversibles. Dans la suite des pays en voie de développement, les populations des états socialistes annonçaient « la fin de l'histoire ». Conte et Giordano (*op. cit.*) pointèrent les limites théoriques du modèle transitionnel. En effet, les études en sciences sociales eurent « tendance à disjoindre les entreprises de réforme économique, juridique et politique, d'un côté, et, de l'autre, la redéfinition des structures sociales ».

Les incompréhensions se multipliaient entre les disciplines des sciences sociales. L'économie, la politologie et la sociologie proposaient des lectures décontextualisées, mécanicistes ou institutionnalistes des changements. L'anthropologie se limitait à des études localisées ou à des analyses de discours. L'histoire évacuait les données du temps présent et une grande partie de la mémoire orale du socialisme. Ces déficiences théoriques, facilitant au passage la

1. Tout au long de l'article, nous utiliserons le terme « socialiste » et non « communiste » pour qualifier les processus économiques et politiques d'Europe centrale, dans la mesure où les moyens de production sont restés propriété de l'État.

tâche des bureaucrates et des hommes politiques dans leur recherche de solutions magiques, tenaient en grande partie à l'extrême faiblesse des travaux empiriques. Les expériences de terrain étaient très insuffisantes. L'ampleur des événements survenus en 1989 surchargeait le contexte émotionnel au détriment d'une approche plus impliquée dans les réalités quotidiennes et plus distanciée du grand remue-ménage médiatique. De plus, les échanges de points de vue entre des chercheurs de l'Est et de l'Ouest demeurèrent pratiquement inexistantes durant les cinq premières années des années 1990, soit en raison de barrières linguistiques, soit en raison de traditions intellectuelles différentes. Les décennies d'ignorance réciproques et de culture scientifique cloisonnée ne facilitaient pas les échanges.

Ma participation à ce projet de publication entraînait dans le cadre d'une thèse de doctorat en anthropologie intitulée « Dynamiques paysannes en Mecklembourg ». Entre 1993 et 1997, j'effectuais de nombreux séjours dans une coopérative agricole qui regroupait les terres cultivables de quatre villages (Kogel, Satow, Rogeez et Zislow) de la Mecklenburgische Seenplatte (régions des lacs). J'appris l'allemand en travaillant à la coopérative, en dépouillant les archives locales et en enregistrant de nombreuses histoires de vie. En collaboration avec des géographes de l'université de Stralsund, j'acquis les rudiments d'un allemand plus « scientifique » et surtout une solide connaissance du contexte agricole régional.

L'objectif de cet article est de questionner la validité du concept de transition à partir d'une démarche de confrontation entre des matériaux empiriques originaux élaborés à une échelle micro et l'évolution de débats scientifiques menés dans des contextes plus globaux, notamment ceux de l'unification allemande et du devenir des pays de l'ancien « bloc socialiste ». À partir du cas de l'agriculture, nous soumettrons ainsi à l'épreuve des faits la disjonction entre les mesures réformatrices engagées après la chute du mur

de Berlin et les réorganisations sociales à l'œuvre dans les campagnes. La première partie de l'article précisera l'enjeu de la question agricole dans le Mecklembourg à partir des relations entre villes et campagnes, grille de lecture particulièrement opératoire pour rendre compte des structurations sociales du *xx^e* siècle. Une deuxième partie analysera la « traduction » agricole de la transition, à savoir la disjonction entre ceux qui possèdent la terre et ceux qui la travaillent. Enfin, à partir des matériaux de terrain mis en évidence précédemment, nous rendrons compte des débats contradictoires qui animèrent les chercheurs ruralistes du Centre Marc Bloch de Berlin durant la première moitié de la décennie 1990 donnant ainsi à cet article toute sa valeur de témoignage.

Le grand écart ville/campagne

1. Des mondes différents

Le 20 novembre 1989, onze jours après la chute du mur de Berlin, le conseil d'administration de la LPG (*Landwirtschaftliche Produktionsgenossenschaft*, coopérative de production agricole) du village de Kogel réunit ses 400 adhérents pour son assemblée générale annuelle (Streith, 2005). La salle de réunion est comble. Les participants sont motivés. Chaque adhérent est employé de la coopérative et une grande partie d'entre eux est propriétaire d'une dizaine d'hectares reçus lors de la réforme agraire de 1945 qui sont loués, de gré ou de force, à la coopérative à la fin des années 1950.

Le responsable de l'exploitation égrène les résultats productifs et financiers par type de culture ou d'élevage. Ainsi, en élevage porcin, les objectifs du plan sont atteints mais le gain pondéral par bête d'engraissement n'est pas satisfaisant. Plus de mille porcelets ont été vendus aux coopérateurs pour leurs lopins individuels. En culture, les rendements pour l'année 1989 sont d'une très bonne tenue en particulier pour la pomme de terre, le chou-fleur et le chou de Bruxelles. Nous relatons là quelques détails

d'un interminable bilan dont les conseils d'administration d'entreprises du « bloc socialiste » avaient le secret.

Plus surprenante est la phrase de conclusion prononcée par le dirigeant : « *Nous vivons un temps nouveau, soyons déterminés, l'entreprise passe avant tout* ». Il est vrai qu'à quelque 150 km plus au sud se joue un des événements majeurs du ^{xx}e siècle : la chute du mur de Berlin. Les expressions journalistiques et littéraires ne manquent pas pour décrire l'ampleur du phénomène : la fin de la guerre froide, l'effondrement du communisme, la réunification allemande, l'émergence d'une nouvelle Europe, la « fin de l'Histoire ». Mais à Kogel, la « petite » histoire continue. Il s'agit de sauver la coopérative agricole.

Cet épisode est l'occasion de rappeler quelques étonnements qui ont orienté les pas des jeunes chercheurs, dont je faisais partie, venus se confronter à la nouvelle réalité est-allemande. Tout d'abord, il fallut prendre en compte l'écart entre le déferlement médiatique des événements survenus à Berlin et l'invisibilité des transformations dans les campagnes est-allemandes. Outre la destruction méthodique du mur de Berlin, la nouvelle capitale bouillonnait de projets architecturaux nouveaux, de restaurations de routes et de bâtiments et surtout de manifestations culturelles de toutes sortes. Seules deux nouveautés visibles dans les bourgades rurales frappaient l'œil du visiteur : la profusion des concessions automobiles de marques occidentales et les sex-shop. Le capitalisme triomphant avait interprété à sa manière les attentes des ruraux est-allemands.

2. La question agraire dans la légitimation des deux Allemagnes

L'importance donnée par les populations au devenir des coopératives agricoles de la période socialiste fut l'occasion d'une réflexion sur le rôle de la politique agricole dans la formation des identités allemandes. Le sociologue Offee a mis en évidence que « la RDA était un État économique sans

être un État national ». Elle partageait d'ailleurs cette caractéristique avec la RFA (Offee, 1997). Les deux États allemands ne sont pas nés d'un acte constituant révolutionnaire ou autonome. Certes, ils furent le produit de négociation entre les forces « libératrices » après la Seconde Guerre mondiale. Mais la RDA a légitimé sa création à partir d'une logique de dénazification, la RFA à partir d'une logique anti-communiste. Les identités nationales se sont ensuite focalisées autour de modèles économiques opposés. Et l'enjeu agricole fut primordial. En 1945, le premier acte politique de la zone d'occupation soviétique, future RDA, fut d'exproprier les terres des anciens nazis et des propriétaires de plus de 100 ha, de distribuer une dizaine d'hectares aux ouvriers agricoles et aux Allemands expulsés des territoires orientaux et de mettre en place les premières structures collectives agricoles (stations de prêt de machines, fermes d'État). Dans le même temps, la RFA prit des mesures destinées à protéger les revenus et le statut des fermes familiales, structures présentées comme garantes de la liberté et de l'indépendance des agriculteurs. L'exploitation agricole a donc joué un rôle de marqueur identitaire fort dans l'évolution des deux parties de l'Allemagne.

3. Le rôle structurant des LPG

L'importance de l'implication des populations dans le devenir des exploitations agricoles de l'Est tint au rôle que celles-ci ont joué dans la vie quotidienne et dans la formation des territoires locaux. Les LPG ont procuré du travail à des milliers de personnes et ont pris en charge la construction et l'entretien des équipements collectifs et des infrastructures locales. En effet, les crèches, les écoles, les centres sportifs et les routes étaient financés avec les bénéfices des coopératives agricoles. Certes, le système était stabilisé grâce à des prix agricoles garantis par l'État, ce qui excluait tout risque financier en cas de mauvaise récolte ou de baisse de productivité.

Le rôle des LPG était particulièrement prégnant dans le domaine de l'emploi en rendant possible l'intégration professionnelle de deux vagues majeures de migrations. La première a eu lieu dans les années 1950. Elle a procuré un emploi aux millions de nouveaux agriculteurs qui avaient reçu des terres lors de la réforme agraire de 1945 mais qui ne pouvaient pas vivre décemment de leurs petites exploitations. De gré ou de force, les parcelles ont été louées à des prix dérisoires aux coopératives en échange d'un emploi assuré. La seconde vague de migration a eu lieu au début des années 1970 quand de nombreux ouvriers des villes du sud de la RDA ont été « reversés » dans les LPG pour répondre aux nouveaux besoins créés par l'industrialisation de l'agriculture. Pour toutes ces raisons, les LPG ont assuré le maintien d'une population active agricole nombreuse dans des régions où il existait peu de possibilités d'emploi.

Un autre élément jouait un rôle primordial dans la vie locale : l'économie du lopin. Les cultures et les élevages menés à l'échelle de la micro-exploitation domestique fournissaient les appoints de nourriture nécessaires à la famille et un complément de revenus allant jusqu'à 30 %, généralement destinés au financement de l'automobile ou à l'amélioration de l'habitat. Le « profil » agronomique était en moyenne d'un demi-hectare de terres labourables, d'une ou deux vaches, de cinq à dix porcs, de volailles, éventuellement de quelques ares de forêt et d'un accès à des zones d'herbage collectifs pour le pâturage ou la fenaïson. Ce système fonctionnait en symbiose avec la LPG qui fournissait les intrants, prêtait du matériel, approvisionnait les élevages en porcelets ou en poussins, achetait le surplus des productions individuelles. En contrepartie, le lopin approvisionnait la LPG en produits spécifiques peu industrialisables, comme le miel par exemple, et fournissait les compléments de production porcine et avicole nécessaires pour remplir les « objectifs du plan » quand ceux-ci n'étaient pas atteints.

Mes premiers repérages de terrain ont rapidement mis en évidence la spécificité des territoires ruraux issus du collectivisme : la prépondérance du rôle des coopératives de production agricole, l'importance de l'économie domestique, une population rurale fixée grâce au plein-emploi et à des conditions de vie très proches de celles observées dans les villes. Il me fallait, par le biais d'un séjour prolongé sur le terrain, analyser les conséquences locales et de la « transition ». Le travail anthropologique se devait d'apporter des éléments de compréhension supplémentaires aux approches en sciences politiques ou en sociologie en mettant notamment en relief les écarts entre le « pays légal » et le « pays réel ».

La mise à distance des populations. Les véritables enjeux des zones rurales

1. La modernisation

La chute du mur de Berlin et la fin des expériences socialistes furent interprétées comme une nécessité historique. Les élites politiques et économiques occidentales, et leurs relais orientaux, justifiaient les événements en cours au nom de l'évolution inéluctable des sociétés vers le modèle des institutions, du mode de vie, du système démocratique et de l'économie capitaliste en cours dans les pays dits « avancés ». Zapf, l'un des sociologues majeurs durant cette période, très peu commenté dans les milieux intellectuels mais très influent dans les sphères politiques, expliquait l'effondrement des régimes socialistes par la volonté des populations de vivre dans des sociétés existant en occident, principalement les États-Unis et l'Europe occidentale. Le modèle recherché est le suivant : un État démocratique, du développement industriel, la multiplication des services, l'amélioration des conditions de vie (formation, logement, emploi), l'émergence de valeurs universalistes, l'épanouissement de la personne, la liberté de choix de vie et de pensée (Zapf, 1994). Selon Zapf, chaque étape de l'évolution des

sociétés participe d'un processus de modernisation qui tend vers cet idéal. Ce mouvement est en marche depuis la Révolution française et la Révolution industrielle.

Il n'y avait donc aucune raison pour que les régimes socialistes échappent à ce souffle de l'histoire. Même si certains progrès avaient été acquis, trop de secteurs de la société étaient « en retard » par rapport aux progrès observables en occident (liberté d'expression et de déplacement, démocratie politique, niveau de vie). La thèse de la modernisation soutenue par Zapf démontre que la force du capitalisme est d'être un projet global et total qui a la capacité de prendre en charge, à sa manière, tous les aspects de la vie matérielle et spirituelle et à en magnifier le sens. Dans la continuité de cette thèse, un auteur comme Müller a qualifié l'effondrement des régimes socialistes comme un « rattrapage de déficit de modernisation » et les transformations en cours dans les nouveaux États comme des « destructions créatrices » (Müller, 1991). Mais, prise à une échelle locale ou régionale, la thèse de la modernisation perdait un peu de sa splendeur. L'exemple de la privatisation des terres illustre ce phénomène.

2. La privatisation

Le 1^{er} novembre 1991, les adhérents de la LPG de Kogel adoptent à l'unanimité le statut de coopérative enregistrée qui est une forme juridique adaptée au droit ouest-allemand. La formule retenue a l'avantage de ne pas nécessiter de mises de fonds sous forme d'actions ou de parts sociales. La nouvelle exploitation possède quasiment la même surface que l'ancienne coopérative socialiste, soit 2 043 ha. La répartition des propriétaires s'effectue ainsi : 1 018 ha sont loués aux adhérents sous forme de baux de 12 ans, 71 ha appartiennent en propre à la coopérative et 954 ha sont loués, pour un an renouvelable, à une société fiduciaire chargée de gérer les anciennes terres nationalisées. L'organisation du parcellaire ne change donc pas. La principale transfor-

mation lors de cette privatisation est la réduction drastique des effectifs. Entre 1991 et 1994, 375 employés sur 400 quittent l'entreprise. Les licenciements touchent en majorité les plus de 50 ans et la quasi-totalité des femmes. Au nombre de 193 en 1989, elles ne sont plus que 3 en 1994. Le choc social est énorme d'autant que la RDA possédait le record mondial de l'emploi féminin avec un taux de 98 %.

La situation décrite à Kogel offre un raccourci illustratif des caractéristiques majeures de la privatisation des terres. Dans tous les pays d'Europe centrale et orientale, nous assistons dans les années 1990-1991 aux mêmes processus : la rapidité de la mise en place des procédures législatives de privatisations, la discrimination instaurée entre ceux qui possèdent la terre et ceux qui la travaillent, l'insuffisance des moyens attribués pour favoriser les installations à titre individuel ou familial.

Quelle que soit la méthode adoptée, restitution des terres ou compensation financières, les nouveaux régimes font de la question foncière un axe essentiel de la privatisation. Les lois et décrets d'application sont promulgués et appliqués en quelques mois. Il s'agit avant tout d'en finir avec l'héritage socialiste et d'installer rapidement les règles de l'économie de marché. Comme le souligne Verdery : « *Le capitalisme existe uniquement comme une fonction du temps [...] Les efforts pour augmenter les profits passent par l'augmentation de la circulation du capital.* » (Verdery, 1996). La substitution de l'économie de marché à l'économie planifiée est conçue par les élites comme le passage du temps de l'inertie à celui du débit.

Durant la période socialiste, en RDA comme dans les autres pays d'Europe centrale, l'appartenance à une coopérative agricole était liée à l'apport de terres. Les vastes réformes agraires qui eurent lieu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale créèrent des millions de nouveaux petits propriétaires qui louèrent, de gré ou de

force, leurs terres aux nouvelles coopératives socialistes. Le loyer était dérisoire mais l'intérêt était tout autre. Il s'agissait dans bien des cas de « monnayer » ses parcelles contre un emploi pour les membres de la famille. Comme j'ai pu le constater dans mes recherches, les stratégies d'entrée dans le collectivisme ont bien plus obéi à des considérations d'économie du ménage de type paysan que d'engagement dans le socialisme (Streith, *op. cit.*). Cette relation « terre contre emploi » a perduré jusqu'à la chute du mur. En effet, le pouvoir est-allemand n'a pas aboli le droit de propriété. Certes, les paysans avaient en partie perdu le droit « d'*usus*, de *fructus* et d'*abusus* », mais les titres de propriété se sont transmis. Ils donnaient une forme de « droit d'appartenance » à la LPG en tant que membre du Conseil d'administration et employé réel ou potentiel. Avec la privatisation de 1991, la dissociation va s'opérer entre ceux qui possèdent la terre et sont exclus du processus de production, et ceux qui la travaillent. Dans le cas de Kogel, sur les 23 employés restant après les restructurations, nous trouvons quatre anciens dirigeants de l'époque socialiste, le responsable de la coopérative, trois responsables techniques (culture, élevage, machinisme), et trois secrétaires. Il ne reste donc plus que 16 coopérateurs employés ; ils étaient près de 400 en 1989. Ce phénomène est général en Europe centrale. Les anciennes élites socialistes sont généralement restées à la tête des coopératives restructurées, mettant à profit leurs relations et leurs réseaux. Ainsi, à Kogel, après la chute du mur de Berlin, les dirigeants ont pu développer des relations commerciales, mises en place durant les années 1980, avec des firmes agroalimentaires de la région de Hambourg.

3. L'absence de soutien au modèle de l'exploitation familiale

Un troisième « verrou » a trait au foncier. Il s'agit de l'impossibilité pour les agriculteurs licenciés de la coopérative de s'installer à

leur propre compte. La création de fermes familiales était une solution pour endiguer le chômage issu du licenciement des coopérateurs. Dans des régions est-européennes dépourvues d'activités industrielles ou administratives, les réformes agraires ont toujours été des solutions efficaces pour favoriser l'emploi et répondre à la « faim de terre », mal récurrent des campagnes (Beauvois, 1993). À différentes périodes de l'histoire du *xx^e* siècle (notamment après les deux guerres mondiales et au sortir de la crise de 1929), des millions de paysans ont pu bénéficier de terres ou d'aides conséquentes pour accéder à la propriété. Il n'en fut rien après la chute du mur de Berlin. Du côté allemand, la question fut même éludée avec une facilité déconcertante. Les autorités ouest-allemandes si promptes à défendre le modèle de la petite exploitation familiale dans les instances fédérales et européennes en firent peu de cas pour le transférer à l'Est lors de la réunification. De même, de nombreux agronomes soulignèrent l'avantage des grandes exploitations issues du socialisme en termes d'économie d'échelle, de rentabilisation du matériel et d'organisation du parcellaire. La compétitivité de ces structures fut même comparée à celle des fermes américaines. Un argument plus insidieux fut énoncé à l'encontre de la tentative de transfert de ce modèle à l'Est : les coopérateurs est-allemands auraient perdu tout savoir-faire paysan. Transformés en ouvriers de la terre dans les coopératives industrialisées, ils seraient incapables de reprendre une exploitation. De plus, ils manqueraient de surfaces pour s'installer. Ce ne sont pas les dix hectares hérités de la réforme agraire de 1945 qui suffiraient à viabiliser une exploitation, surtout sur des terres de piètre qualité comme c'est le cas dans la plupart des régions est-allemandes, hormis la Saxe-Anhalt.

Mon ouvrage, intitulé, *Dynamiques paysannes en Mecklembourg*, s'est attaché à démontrer le contraire. Des candidats à l'installation existaient et les pseudos problèmes liés au foncier et aux savoirs

étaient surmontables. Certes, les surfaces héritées de la réforme agraire étaient faibles pour autant qu'elles étaient ramenées à la personne, car les distributions furent nominatives. Mais, il était aisé pour un coopérateur souhaitant se lancer à son compte d'obtenir l'équivalent de quatre ou cinq fermes de 10 à 12 ha chacune, voire plus, en cumulant des exploitations de la famille et de la belle-famille. Quant aux compétences professionnelles, elles furent acquises au sein des micro-exploitations qui constituèrent de véritables conservatoires des savoirs paysans sur plusieurs générations. Le travail à la LPG s'est progressivement aligné sur des méthodes de type industriel (travail en rotation en élevage et en brigades spécialisées en culture) à partir des années 1970 mais le tiers du temps de travail du coopérateur se passait au sein de l'espace domestique. Le choix de ne pas aider à la création d'emploi dans le secteur agricole fut un choix politique. Dans une région comme le Mecklembourg, cela s'est traduit dès 1992 par un taux de chômage de près de 20 %, sans compter la majorité des femmes sorties de la vie économique et renvoyées dans les foyers, pour satisfaire au modèle ouest-allemand des trois K (*Küche, Kirche, Kinder* ; cuisine, église, enfant).

Transition ou colonisation ?

1. Théorie de la transition et diversité des expériences socialistes

À partir de la simple question de la propriété, nous arrivions à des conclusions fortement éloignées de l'optimisme, de l'unanimité, voire de l'euphorie ambiant des premières années de la « transition »². Et le constat eut été encore plus amer si l'on avait pris des objets d'étude comme l'éducation, la santé,

l'industrie, l'administration, où l'anomie et la « déglingue » étaient de règle. Les thèses de la modernisation en cours chez les décideurs ont mis à distance les véritables enjeux sur le devenir des populations rurales. La vitesse d'exécution des mesures législatives de privatisation a empêché toute mise en place de forums démocratiques sur l'avenir de l'agriculture. Cela surprend d'autant plus quand on connaît la propension légendaire des allemands pour le débat. Le primat donné au traitement du foncier au détriment de l'emploi et le manque de moyens affectés à l'installation de jeunes agriculteurs n'ont pas permis l'émergence d'alternatives à la grande entreprise et de solutions globales au développement territorial. Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Dès les premières élections au Land du Mecklembourg, en 1991, les anciens communistes sont revenus au pouvoir en alliance avec les socialistes (vingt ans après, ils y sont toujours), la pratique de l'économie domestique s'est maintenue du fait du chômage et des faibles revenus de certaines catégories (retraités, femmes, jeunes), la LPG n'a pas cessé d'être valorisée dans les discours pour ses « vertus » sur la vie locale. Certains journalistes ont pu parler « d'ostalgie ».

La chute du mur de Berlin a attiré plus de touristes que de chercheurs. Cependant, quelques doctorants se sont lancés dans l'aventure et ont pu être accueillis dans les locaux du tout nouveau centre de recherches franco-allemand, le Centre Marc Bloch, créé en 1992 à l'initiative de François Mitterrand et d'Helmut Khol. Nous étions une petite dizaine provenant de disciplines différentes (histoire, géographie, ethnologie, science politique, sociologie) encadrés par des chercheurs chevronnés (François, Terray, Conte, Leveau). Trois d'entre nous travaillaient sur les questions agraires : un géographe, Gerbault, et deux ethnologues, Meunier et moi-même. Un colloque, organisé en novembre 1993 sous la direction de Conte et de Giordano, intitulé « Propriété de la terre et devenirs de la paysannerie en

2. La question de la propriété en Europe centrale fait l'objet d'une importante littérature en langue anglaise ou allemande. Hann C. (2003).

Europe centrale et orientale », réunit des chercheurs ou « apprentis chercheurs » issus de part et d'autre du mur mais travaillant tous dans des pays de l'ancien « bloc soviétique ». Ce fut l'occasion d'un premier bilan des analyses de terrain portant sur la thématique agricole.

Nous étions tous convaincus de l'importance de nos recherches tant la question paysanne était liée, en Europe centrale, aux questions sociales, nationales, politiques et économiques. Mais, ce colloque fut l'occasion d'un débat plus générale autour de la notion de transition. J'ai fait référence au terme de « modernisation » pour qualifier les changements sociaux après la chute du mur de Berlin. La littérature en sciences humaines utilisait également les mots de mutation, transformation, tournant et surtout transition (Conte, Giordano, *op. cit.*). Ce dernier a un sens téléologique plus prononcé puisqu'il stipule une évolution vers un progrès, un monde meilleur, le passage de la tradition à la modernité.

La date à laquelle se tint ce colloque était d'importance. Trois ans après l'effondrement des régimes socialistes, nous avions tous un peu de recul par rapport à la vague d'enthousiasme qui a déferlé en Europe. Giordano qualifia ainsi les premiers mois du changement : « *Pour la première fois la société privée ouest européenne, son mode de vie, devient une référence pour générer un 'mouvement révolutionnaire'. De plus, le 9 novembre 1989 participe dans les médias à la construction d'une 'Europe de la liberté' au même titre que la prise de la Bastille, la bataille de Waterloo ou la commune de Paris.* » (Giordano, 1993). Les chercheurs présents au colloque travaillaient sur le terrain depuis de nombreux mois et couvraient l'ensemble des pays est européens. Leur constat était unanime : « *L'enthousiasme des premières heures a vite laissé la place au désappointement. Cela était prévisible, car la transition reposait sur une tromperie : la fiction de la réversibilité de l'histoire.* » (Giordano, 1993).

Les premières mesures adoptées par les nouveaux régimes est européens visaient à effacer toute trace de la période communiste. Nous avons montré comment la privatisation des exploitations fut un moyen d'exclure les agriculteurs du processus de production et d'adapter les anciennes coopératives à l'économie de marché. Il convient de signaler, dans d'autres secteurs de l'économie, le démantèlement des industries métallurgiques et sidérurgiques, les purges de fonctionnaires dans les administrations et, de manière plus symbolique, la destruction des stèles et des statues représentant des personnages politiques de la période socialiste. L'objectif était de revenir à la situation antérieure au socialisme. Dans le cas de la privatisation des terres par exemple, il s'agissait de reproduire le parcellaire des années antérieures à 1952, date des premières collectivisations. En ce sens, ont été favorisées toutes les procédures visant à restituer ou, au pire, à dédommager les petits propriétaires des réformes agraires d'après la Seconde Guerre mondiale.

Conte et Giordano rappellent que « *l'idée de transition relève d'une vision unilinéaire, voire évolutionniste [...]* Le devenir de la société se déroulerait selon 'une voie universelle', qui suppose une succession préétablie, inévitable et en principe irréversible ». (Conte, Giordano, *op. cit.*). Si l'on accepte cette définition, le passage vers le socialisme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale fut bien une transition. Il correspondait notamment aux prévisions du devenir des sociétés capitalistes tel que l'a formulé Marx. Mais, le terme de transition ne convenait pas pour décrire la réalité du post-socialisme dans la mesure où était postulée une réversibilité de l'histoire vers la situation pré-socialiste. Ce qui était en jeu après 1989, c'est la « congélation de la période socialiste », un « retour vers le futur » puisqu'il convient de restituer le capitalisme, énoncé comme un progrès, en opérant un retour en arrière. Nous assistions en fait à la construction d'une « fiction

de la réversibilité de l'histoire » et non à une transition.

Cette définition critique de la transition a pris corps dans la publication « Paysans au-delà du mur ». Elle s'appuyait sur des travaux originaux et novateurs qui réexaminaient les dimensions spatiale et temporelle des transformations. Spatiale, tout d'abord, car elle confronta des recherches menées dans pratiquement tous les pays d'Europe centrale. Pour des raisons événementielles, l'attention médiatique était portée sur Berlin. Or, tous les chemins ne conduisaient pas à Berlin et il convenait de regarder bien au-delà du mur. Cependant, l'examen des processus nationaux de décollectivisation ne suffisait pas à rendre compte de « la » transition. L'intérêt du colloque et de la publication fut de mettre en relation des expériences particulières à chaque pays et de mettre en évidence les procédures législatives et politiques des manipulations de l'histoire. Temporelle, ensuite, car il convenait de dépasser les approches présentistes, ou tout au plus limitées à la période socialiste, en vogue dans les études en sciences humaines. Les processus structurant la vie sociale des agriculteurs est européens prenaient leurs sources dans des histoires qui allaient bien au-delà de la construction et de la déconstruction du mur. Ainsi en étaient-ils des savoirs paysans, des modes de relation entre la petite et la grande propriété, des stratégies d'adaptation aux changements politiques ou démographiques (Streith, *op. cit.*). De même, toute recherche prospective quand à l'avenir des paysanneries obligeait à dépasser la simple euphorie du moment.

La notion de « transition » ne résista pas longtemps à l'épreuve de la mise en perspective historique, géographique et sociologique des transformations en cours dans les pays anciennement socialistes. Mais cette critique nous laissa orphelin. Il manquait de mots pour qualifier les processus sociaux engagés. Au Centre Marc Bloch, certaines voies furent explorées par

d'autres chercheurs qui radicalisèrent encore le débat autour de la question de la colonisation.

2. Prise en compte longue de l'histoire et théorie de la colonisation

Une conférence donnée à Berlin en février 1995 par Emmanuel Terray, alors directeur adjoint du Centre Marc Bloch, provoqua de vives réactions. Fort de ses recherches sur des terrains africains, Terray se risqua à une analogie entre le processus de colonisation et la réunification allemande³. En effet, nous trouvons au départ deux sociétés indépendantes l'une de l'autre et souveraines l'une et l'autre. Or, à la fin du processus, l'une des deux est soumise et un seul pouvoir règne sur l'ensemble. Cinq traits majeurs caractérisent ce cheminement : l'intégration, le malentendu, la domination, l'assistance, la différenciation des mentalités.

Le colonisateur se présente politiquement comme représentant d'un État moderne qui doit soumettre les structures tribales, villageoises, voire étatiques, du colonisé. L'intégration ne nécessite pas toujours le recours à la violence. Dans certains cas, il y a des accords de protectorat ou des contrats d'aide économique. Le pays colonisé accepte donc la tutelle pour des raisons économiques (la possibilité de développement) et/ou politique (la protection contre des voisins belliqueux). Mais, cette relation repose sur un formidable malentendu. Le colonisateur possède une connaissance limitée de la société de l'autre, dédaigne ses institutions et projette des fantasmes de préhension sur son économie. De son côté, le colonisé se méprend sur les « bonnes intentions » du colonisateur. La colonisation est donc un mécanisme où chacun se trompe sur lui-même, se trompe sur l'autre et essaie de tromper l'autre.

3. Cette conférence n'a malheureusement pas fait l'objet d'une publication. J'en résume donc le contenu à partir de mes notes.

Deux valeurs contradictoires caractérisent le processus : la domination et l'assistance. Les adversaires de la colonisation en stigmatisent l'aspect dominateur. L'intégration est brutale, unilatérale et totale. Elle se lit à travers tous les aspects de la vie sociale, politique, administrative, judiciaire et culturelle. Il n'y pas d'espace d'autonomie pour le colonisé. À l'inverse, les partisans de la colonisation se prévalent d'une mission modernisatrice. Grâce à leurs politiques, des résultats tangibles s'observent dans le développement économique, le niveau de vie, les infrastructures, les services de santé ou de scolarité. Les mentalités se différencient très nettement. Le colonisateur se considère comme un bienfaiteur, il apporte le progrès, le bien-être. Le colonisé se rebelle, se déresponsabilise, fait preuve d'apathie, a une mauvaise conscience de soi. Il souffre de l'assistance mais il en a besoin.

Bien entendu, cette conférence a ulcéré bon nombre de chercheurs ouest-allemands car de toute évidence l'analogie fonctionnait entre la situation politique de l'ex-RDA et celle observée à la fin du XIX^e siècle dans les pays en voie de développement. Des sociologues, économistes et politistes allemands ont dressé un bilan des cinq premières années de la réunification allant dans ce sens. Le titre de leur ouvrage *Kolonialisierung des DDR* est éloquent (Dümcke, Vilmar, 1995). Ainsi, la totalité des institutions ouest-allemandes ont été transférées en bloc à l'Est. Terray affirmait même que dans une certaine mesure la situation était pire que dans les pays africains car les citoyens de RDA n'ont pas bénéficié de « code de l'indigénat ». Le patrimoine industriel est-allemand a été dévalorisé pour être acheté à bas prix par les industriels ouest-allemands. Certes, l'unification a eu un coup très élevé, notamment en raison de la parité monétaire, mais les sommes perçues par les Allemands de l'Est ont été réinvesties dans l'économie ouest-allemande (automobile et bâtiment notamment). La majorité des

enseignants (70 %) et des employés de l'administration est-allemands ont été remplacés par des collègues de l'ouest. Enfin, un fossé culturel est apparu entre les « gagners » ou les « compétiteurs » occidentaux et les « perdants » ou les « apathiques » orientaux. Cela a donné lieu à des catégories nommées « Wessi » ou « Ossi » entrées dans le langage commun.

Ces thèses valurent à leurs auteurs une volée de bois vert de la part de chercheurs et surtout de politiciens d'Allemagne occidentale. De la même manière, je fus l'objet de vives critiques lorsque j'exposai, lors d'une conférence au Centre Marc Bloch, les grandes lignes de mon travail sur les « Dynamiques paysannes en Mecklembourg ». Je rappelai qu'en dépit des efforts du Gouvernement fédéral allemand pour imposer le modèle de la petite ferme familiale dans les nouveaux *Länder*, les agriculteurs du Mecklembourg reconduirent, après la chute du mur, les coopératives héritées de la période socialiste. Ainsi, le secteur agricole échappait partiellement aux transformations majeures subies par la société est-allemande. Je développai précisément la question des « efforts » du Gouvernement, rappelant qu'ils étaient essentiellement idéologiques. Aucune politique d'aide à l'installation n'avait vu le jour et le problème de la création de fermes avait été évacué sous couvert d'un discours évasif sur le manque de compétences agronomiques des coopérateurs devenus, pendant le socialisme, de simples exécutants des plans quinquennaux. En prolongeant l'examen historique à partir de nombreuses données d'archives recueillies dans le Mecklembourg, je rappelais, avec un brin de provocation, que même les nazis avaient réussi dans les années 1936-1939 à installer des milliers de petits agriculteurs en provenance de Frise sur des terres laissées vacantes par les gros propriétaires terriens en faillite depuis la crise de 1929. Certes, le régime nazi avait en arrière-plan l'idée de « germaniser » avec ces colons originaires

de l'ouest de l'Allemagne une région mecklembourgeoise jugée trop « slavisée ». Mais, les émigrants vinrent en nombre, plus pour tenter leur chance que pour « aryaniser » la région. Ils créèrent des exploitations laitières, domaine dans lequel ils excellaient en Frise, et, grâce à des crédits à « taux zéro » et des prix garantis, tout au moins jusqu'à la guerre, constituèrent des cheptels de grande qualité et accumulèrent des savoirs pointus. Beaucoup d'entre eux devinrent d'ailleurs des conseillers techniques influents dans les coopératives socialistes. Ce détour historique n'invitait en rien à copier ce qui avait été fait par le passé mais rappelait que même les pires régimes politiques pouvaient être enclins à de réelles politiques sociales. Donc les populations étaient en droit d'attendre d'un régime se prétendant le chantre du progrès des mesures tout au moins aussi efficaces.

3. L'épreuve des faits

Le recul du Gouvernement sur la question de la ferme familiale était d'autant plus surprenant qu'il faisait suite à 40 ans de combat en Allemagne de l'ouest pour en promouvoir le modèle. Mais, en ces temps d'euphorie, il ne faisait pas bon émettre quelques doutes sur la politique des « libérateurs ». Un élément de réponse concrète à ces questions me vint du terrain lorsque je vis se dresser, à l'orée du village où je séjournais pour mes enquêtes, une porcherie ultra-moderne, entièrement automatisée et aseptisée, où l'on entraînait en combinaison isolante, où les bêtes ne voyaient jamais le jour y compris lors du transport vers le camion qui les menait à l'abattoir, où les normes environnementales de traitement des effluents étaient appliquées à la lettre. Je m'inquiétais de l'origine géographique d'un tel bâtiment et j'appris avec stupeur qu'il venait de Bavière. Comment le centre névralgique du modèle ouest-allemand de la petite exploitation agricole écologique, sociale et garante des valeurs d'initiative personnelle et de liberté pouvait-il

construire et exporter de telles usines à cochons ? Cette expérience renforça mes convictions d'ethnologue : il convient d'apprécier l'effectivité des discours par l'observation détaillée sur le terrain.

Les thèses de la colonisation stipulaient une coupure inéluctable entre l'avant et l'après chute du mur. La société en transition était décrite comme une terre vide et désertique. Tout était à reconstruire. À l'opposé de l'optimisme induit par la régularité évolutionniste de la modernisation (tout ne peut être que meilleur puisque tout avance vers le progrès), l'approche en termes de colonisation est sans doute d'un pessimisme sans égal (encore une fois des forces « extérieures » va diriger la vie des populations). Cependant, ces conceptions avaient en commun un certain fatalisme : elles rappelaient l'impossible mainmise des populations sur leur destinée. Cette évidence était à interroger. Pour ma part, elle le fut en amplifiant mes recherches à l'échelle locale et régionale.

L'importance des échelles d'analyse dans l'approche anthropologique

Les théories de la transition et de son corollaire, non affirmée mais sous-jacente, la « modernisation de rattrapage », et celles de la colonisation ou de l'incorporation du versant oriental de l'Europe semblaient opératoires à une échelle macro. Leurs approches totalisantes ou globalisantes se justifiaient lors d'une prise en compte de la société tout entière. De même, elles valaient pour expliciter des notions générales. La transition était évoquée pour illustrer « la fin de l'Histoire » et la colonisation ou l'incorporation signalait la fin « du monde communiste ». Or, aux échelles micro et méso, l'homogénéité n'était pas de mise.

Un des apports de l'ouvrage *Paysans au-delà du mur* fut de mettre en relief la diversité des constructions nationales et régionales du socialisme. Les expériences socialistes allemandes, polonaises ou

roumaines n'eurent pas grand chose à voir entre elles et à l'intérieur de chacun des États de grandes disparités régionales existaient par exemple entre le Mecklembourg et la Thuringe, la Mazurie et la Poméranie ou entre la Roumanie des plaines et celle des montagnes. Le socialisme ne s'était pas propagé uniformément sur tout le territoire. Il avait fait ici et là l'objet de bien des ajustements. Dans les campagnes, les effets du socialisme se firent visibles au niveau des infrastructures (routes, bâtiments collectifs, équipements scolaires et sportifs) mais, dans bien des régions, les espaces privés et le parcellaire subirent peu de modifications. Les mêmes diversités s'observèrent dans le « tempo » de la collectivisation des terres. Si elle fut rondement menée en ex-RDA, elle demeura incomplète en Pologne. En conséquence, à considérer les phénomènes à une échelle proche de l'individu, l'Histoire dont parlaient les « transitologues » ne pouvait s'écrire qu'au pluriel.

Les débats autour de l'usage des concepts rendant compte de la réalité sociale des changements après la chute du mur meublaient bien des discussions au sein de la petite communauté des doctorants(es) du Centre Marc Bloch. Nous avons fondé un groupe de réflexion intitulé « RFA, RDA, ex-RDA ». Quel qu'était notre objet d'étude ou notre discipline, nous étions surpris des différences observables suivant l'échelle d'analyse prise en compte. Cela était particulièrement vrai lorsque nous comparions Berlin et les campagnes est-allemandes. J'ai rappelé précédemment les différences de perception des événements. Il en était de même dans la mise à l'épreuve des concepts utilisés pour analyser les changements.

Ainsi, le concept de transition pouvait s'appliquer à Berlin tant les marques, dans tous les sens du terme, du « progrès » furent rapidement visibles à l'est de la ville et tant les vestiges du passé socialiste furent rapidement effacés hormis le « palais de la République » et quelques « ombres » (Terray, 1996). Les institutions ouest-alle-

mandes récupérèrent les anciens bâtiments de la bureaucratie socialiste. De vastes ensembles de bureaux furent construits à l'emplacement des espaces de sécurité longeant l'ancienne frontière urbaine. Elles abritaient les sièges de grands groupes industriels. Les véhicules, l'habillement, les modes de vie occidentaux furent adoptés par la population de Berlin-Est en quelques mois. Rien de tout cela dans les campagnes profondes où, comme je l'ai précisé au début mon article, peu de changements étaient visibles. À l'inverse, les thèses de la colonisation semblaient plus appropriées en campagne qu'en ville si l'on prenait en compte le degré d'adhésion au changement des populations. Autant les transformations semblaient voulues et acceptées à Berlin, autant elles étaient subies et condamnées à Kogel. La situation de l'emploi était en grande partie responsable du ressentiment des ruraux. À l'inverse, à Berlin, le changement avait stimulé certains secteurs, comme le bâtiment ou le commerce, qui furent de véritables pourvoyeurs d'emploi.

Ces exemples de perception différenciée pouvaient être multipliés dans tous les domaines de la vie sociale. Dès les premières enquêtes à l'échelle locale, j'ai mis en doute les théories évolutionnistes, du type transition, qui envisageaient un changement uniforme de toute la société ou les théories systémiques, du type de la colonisation ou de l'intégration, qui appréhendaient le changement comme un processus global. J'adoptais une posture intellectuelle « dynamiste » proche de la pensée de Balandier et j'analysais les transformations post-socialistes non pas comme homogènes, mais comme différenciées et n'affectant pas tous les secteurs de la société de manière identique dans le temps et dans l'espace. Certes, je ne m'attalais pas à une tâche facile car il fallait pour cela séjourner au plus près du local, du quotidien, du « banal », du discret, et cette méthodologie n'était pas dans l'air d'un temps où régnaient la surexposition médiatique, les

lois universelles et les grandes remises en cause historiques.

Le choix de prendre en compte les changements dans l'agriculture comme des dynamiques et non comme des faits figés m'amènent à privilégier trois cadres théoriques. Tout d'abord, j'abordais les phénomènes sociaux locaux en termes dialectiques. L'analyse des antagonismes et des complémentarités à l'œuvre dans le passé, le présent et le devenir de l'agriculture locale et régionale mobilisaient mes recherches. Ceux-ci se déclinaient principalement sous la forme des dualités suivantes : grande exploitation/micro-exploitation, savoirs publics/savoirs privés, économie planifiée/économie domestique. Il s'agissait de comprendre comment s'exprimaient et se résolvaient à l'échelle micro et/ou méso les contradictions politiques de la « transition ». Ensuite, je privilégiais une entrée dans la société par le biais empirique. Pour cela, j'effectuais une exploration minutieuse des histoires de vie de mes interlocuteurs. Dès les premiers entretiens m'était apparue l'importance de l'historicité des processus sociaux rencontrés par les agriculteurs. Les plus anciens d'entre eux, nés avant 1930, avaient vécu trois systèmes politiques (le nazisme, le socialisme et le libéralisme) et autant de systèmes économiques (l'économie corporatiste, l'économie planifiée et l'économie de marché). Il convenait de saisir l'épaisseur historique des dualités explicitées précédemment car les positionnements des acteurs après la chute du mur tenaient tout autant compte des « horizons d'attente » que des « champs d'expérience » pour reprendre les catégories de Koselleck (1990). Enfin, je m'imposais un certain relativisme par rapport aux discours en vogue qui soit exaltaient, soit dramatisaient les événements en cours et l'avenir des populations de l'ancien « bloc de l'Est ». Selon moi, ce qui a le plus caractérisé les cinq premières années de transition, c'est le consensus mou et l'absence de discussions publiques sur le devenir des citoyens des nouveaux *Länder*. Pour ce

qui était mon domaine de recherche, l'agriculture, l'attitude des pays occidentaux, étaient d'autant plus scandaleuses que l'agriculture avait toujours occupé une place majeure dans la définition des politiques nationales et européennes. Dans le cas particulier de l'Allemagne, je m'étonnais qu'un pays aussi friand de débats, au demeurant de grande qualité, sur tout ce qui touche à ses projets de société, ait à ce point délaissé la question agraire.

Conclusion

Il m'est difficile de conclure sans évoquer une dimension prospective, que je me suis interdit jusque-là afin de préserver ce témoignage de tout jugement *a posteriori*. Il est cependant un fait que j'avais évoqué à l'époque qui s'est avéré justifié. Je craignais de voir la région du Mecklembourg, pourtant située à une petite centaine de kilomètres de Berlin, redevenir une sorte de *mezzogiorno* allemand comme elle le fut avant l'expérience socialiste, au même titre que d'autres régions du pourtour européen de la grande propriété domaniale (Sivignon, 1993). Mon scepticisme prêtait à rire tant il était évident que les sommes d'argent investies par l'État allemand suffiraient à tirer le niveau de vie des populations vers le haut. Mon pressentiment s'est avéré malheureusement exact. Il est un phénomène important et peu connu : la région du Mecklembourg connaît un taux de chômage de 18 %, taux qui n'a quasiment pas bougé d'un dixième depuis bientôt vingt ans. C'est un « triste record » que l'Allemagne partage avec les pays les plus en difficulté de l'Union européenne. C'est la conséquence d'une politique qui a sous-estimé l'importance de l'activité agricole dans les régions rurales issues du socialisme.

Au terme de ce rapide tour d'horizon d'une aventure intellectuelle et humaine, parmi tant d'autres, qui a accompagné le bouillonnement politique de la fin des régimes socialistes, je me garderai bien de

conclure sur les « leçons de l'Histoire ». Ce n'est pas l'objet de l'article. Il y eut « des » histoires et non « une » histoire et le seul enseignement de l'expérience de la chute du mur de Berlin est la vacuité des certitudes historiques. Avec du recul, je peux cependant prolonger, dans le temps, les préoccupations qui animaient les responsables du numéro d'*Études Rurales* « paysans au-delà du mur ». Les déficits empiriques et théoriques pointés à l'époque se sont, en grande partie, dissipés. De nombreuses enquêtes de terrain ont été menées conjointement par des chercheurs est- et ouest-européens. La vitalité des centres de recherche intégrant les thématiques de la transition n'est plus à démontrer, même si leur répartition géographique est très inégale. De toute évidence, le sujet est plus traité dans les pays anglo-saxons et est-européens que dans l'Europe « latine ». Du point de vue théorique, la question de la

transition a été l'occasion de revisiter les canons disciplinaires en usage. Pour ma part, j'ai dû intégrer une diversité d'échelles d'analyse « inhabituelles » en anthropologie en puisant dans les pratiques de la sociologie, des sciences politiques et de l'histoire. À l'inverse, des économistes et des politistes ont pu reconnaître la nécessité de recourir aux enquêtes qualitatives de l'anthropologie pour éviter de perdre de vue l'influence majeure des structures sociales et les processus dynamiques qui accompagnent leurs recompositions. Le manque à pointer aujourd'hui est celui de la nécessité d'un véritable bilan de tous ces acquis, notamment de leur influence dans les processus de développement des pays d'Europe centrale. À ce titre, la mise en perspective proposée par ce numéro d'*Économie rurale* offre l'occasion d'ouvrir un vaste chantier scientifique. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Beauvois D. (1993). *La bataille de la terre en Ukraine 1863-1914. Les Polonais et les conflits socio-ethniques*. Lille, Presses Universitaires de Lille, 364 p.
- Conte E., Giordano C. (1995). Sentiers de la ruralité perdue. Réflexions sur le post-socialisme. Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, *Études Rurales* n° 138-139-140, p. 11-33.
- Dümcke W., Vilmar F. (Hrsg) (1995). *Kolonialisierung der DDR. Kritische Analysen und Alternativen des Einigungsprozess*. Münster, Agenda-Verlag, 359 p.
- Giordano C. (1993). Not All Roads Lead to Rome. Torun, Nicolaus Copernicus University, *Eastern European Countryside* n° 0, p. 5-16.
- Hann C. (2003). *The Postsocialist Agrarian Question. Property Relations and the Rural Condition*. Münster, Lit-Verlag, 472 p.
- Koselleck R. (1990). *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*. Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 334 p.
- Müller K. (1991). Nachholende Modernisierung? Die Konjunkturen der Modernisierungstheorie und ihre Anwendung in die Transformation des osteuropäischen Gesellschaften, *Leviathan* 2, Jg 19, p. 261-291.
- Offe C. (1997). *Les démocraties modernes à l'épreuve*. Paris, L'Harmattan, 350 p.
- Sivignon M. (1993). La diffusion des modèles agricoles : essai d'interprétation des agricultures de l'est et du sud de l'Europe. Toulouse, Université Toulouse-Le Mirail, *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, n° 63(2), p. 133-154.
- Streith M. (2005). *Dynamiques paysannes en Mecklembourg. Survie d'un savoir-faire*. Münster, Lit-Verlag, 230 p.
- Terray E. (1996). *Ombres berlinoises : voyage dans une autre Allemagne*. Paris, Odile Jacob, 266 p.
- Verdery K. (1996). *What was Socialism, and What Comes Next?* Princeton, Princeton University Press, 298 p.
- Zapf W. (1994). Die Transformation der ehemaligen DDR und die soziologische Theorie der Modernisierung. *Berliner Journal für Soziologie* 3, Berlin, Humboldt Universität, p. 295-305.